

Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ?³

Chen Lichuan⁴



Floriane de Lassée, Shanghai, 2005 (www.florianedelassée.com)

I. Les difficultés de la Chine

Les Chinois ont coutume de dire que les étrangers ne comprennent pas la Chine. Sans aucun doute, une telle assertion ne peut que piquer au vif la propension à la sagacité de ces derniers. Arnaud Blin, qui a participé au séminaire de Beijing du Forum pour une gouvernance mondiale, a immédiatement posé la question : « *Quelle est la plus grande manifestation de l'incompréhension des étrangers vis-à-vis de la Chine ?* » Chen Yueguang, le président de séance, lui a fait la réponse suivante : « *Leur incompréhension des difficultés rencontrées par le pays.* »

Ces difficultés remontent à fort longtemps. Depuis la première guerre de l'Opium, le navire de la modernisation de la Chine a connu maints revers et contretemps et, à ce jour, sa route n'est pas encore

à l'abri d'écueils ou d'autres périls. Les jeux Olympiques de Beijing en 2008, l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, témoignent du succès de la politique de réforme et d'ouverture menée au cours de ces trente dernières années, mais les Chinois savent pertinemment que la société chinoise n'est pas encore entrée dans une ère de paix et de prospérité et que le pays a encore du pain sur la planche.

Quelles sont au juste ces difficultés ?

Si l'on se place sur le plan de l'économie, un taux de croissance supérieur à 11 % peut causer la faillite du système écologique et des ressources naturelles, mais avec un taux de croissance inférieur à 7 %, la Chine ne peut répondre ni aux besoins de la population⁵ ni aux impératifs du système politique⁶. Aussi, en période de surchauffe de l'économie, le gouvernement doit-il faire baisser la pression. À l'inverse, quand l'économie est dans le creux de la

3/ Le présent document de réflexion se réfère aux interventions et prises de parole des participants chinois et français au séminaire de Beijing en juillet 2009 sur le thème « De quelle Chine le monde a-t-il besoin ? ». La liste des intervenants figure à la fin du Cahier. Qu'ils soient ici vivement remerciés.

4/ Longtemps universitaire et journaliste, **Chen Lichuan** est actuellement chroniqueur de la revue *Dialogue Transculturel*, directeur de l'Association Culturemedia, administrateur de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), responsable de la section chinoise du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FnGM).

5/ En 2010, la Chine devra trouver du travail à plus de 24 millions de personnes, les forces de travail nouvellement entrées sur le marché devant atteindre 15 millions de personnes. Parmi ces dernières, il faut compter plus de 6,3 millions de jeunes diplômés des universités. Selon les prévisions, les emplois offerts atteindraient à peine 12 millions de postes et ce décalage entre l'offre et la demande risque de subsister à long terme.

6/ En Chine, le coût de l'administration est très élevé. Le pays possède quatre groupes de dirigeants : ceux qui appartiennent au comité du parti, au gouvernement, à l'Assemblée populaire et à la Conférence consultative politique du peuple chinois. Il s'agit presque de quatre gouvernements.

18 Si la Chine ne compte officiellement que 11 millions de fonctionnaires au sens strict du terme, on comptabilise 35 millions d'agents et employés qui sont rémunérés avec l'argent public sans avoir le statut de fonctionnaire. Le nombre total de salariés dépendant de la finance publique est estimé à 46 millions environ.

7/ Actuellement, en Chine, l'armée est sous le commandement du Parti communiste.

vague, il appartient aux autorités de lui redonner un coup de fouet. La croissance chinoise durant les trente dernières années n'a pas été un but assigné à la seule économie, elle a également constitué un enjeu politique majeur. En d'autres termes, l'économie chinoise n'est pas seulement un mode d'enrichissement, elle représente aussi le socle de toute la légitimité du pouvoir politique.

Si l'on aborde cette question du point de vue écologique, la Chine se retrouve face à des contradictions difficiles à résoudre : tout d'abord, la voie de l'industrialisation et de l'urbanisation ne va pas dans le sens de la protection de l'environnement (au cours des vingt prochaines années, plus de trois cents millions de paysans vont migrer vers les grandes agglomérations et les villes moyennes). La seconde contradiction est celle qui oppose la satisfaction des désirs matériels de la population et cette même protection de l'environnement : abaisser la consommation peut certainement conduire à des économies d'énergie et à la protection de l'environnement, mais face à la crise économique mondiale et à la baisse significative des exportations, la Chine se doit de stimuler la consommation et d'accroître le marché intérieur. La troisième contradiction voit s'opposer d'une part la protection de l'environnement et de l'autre, l'engouement des hommes politiques, tous échelons confondus, pour des travaux somptuaires qui ne sont souvent exécutés que pour la seule consécration personnelle de ces hommes politiques.

Si l'on s'attache à présent à examiner les difficultés sur un plan politique, on constate que la Chine doit encore construire les cadres institutionnels qui garantiront le succès final de la transition vers la modernisation. Or la mise en place d'une telle structure politique ne peut s'accomplir en dehors du parti au pouvoir, pas plus qu'elle ne peut compter entièrement sur lui pour sa réalisation. Dans le contexte actuel d'un État-parti, compter sur le parti au pouvoir pour résoudre les problèmes du contrôle et de l'équilibre des pouvoirs, de l'indépendance de la justice, de la nationalisation de l'armée⁷, de la liberté de la presse, etc., paraît aussi difficile et aussi surprenant que de vouloir pratiquer sur soi-même une opération du cœur, du foie ou des reins.

Du point de vue de la construction de l'État, les États-nations modernes ne sont pas seulement un marché commun, mais bien une communauté politico-juridique : des gens appartenant à des ethnies différentes doivent jouir des mêmes droits, la loi du pays doit être cohérente et impartiale. Cette question concerne le respect et la défense des droits sociaux et culturels des minorités nationales, ainsi que la façon de reconsidérer la politique actuelle en faveur de ces mêmes mi-

norités. Pour mener à bien la construction de l'État, il faut absolument une convergence et une intégration des moyens politiques, économiques, sociaux et culturels. S'appuyer sur le seul ressort économique ne suffit pas.

Sur le plan culturel, la Chine actuelle se présente comme un corps hybride composé d'une culture traditionnelle ancienne, ainsi que d'une culture socialiste et d'une culture capitaliste, toutes deux importées de l'Occident moderne et contemporain. Les heurts et les amalgames de ces trois composantes culturelles n'ont pas encore produit un nouveau système de valeurs, ni un nouvel ordre social. C'est un défi culturel que de penser une symbiose de civilisations où le meilleur de chacune d'elle aura droit de cité. Il s'agit concrètement de concilier deux approches de la société humaine, l'une fondée sur les droits, l'autre sur le « savoir vivre ensemble » (appelé en Chine « la société harmonieuse »), de trouver un équilibre entre l'esprit collectif, l'exigence de la communauté et le besoin d'autonomie et d'indépendance de l'individu.

Si l'on s'intéresse maintenant à l'éducation, on constate que l'ère de la popularisation de l'enseignement supérieur est arrivée, mais qu'une absence d'équité demeure encore largement en vigueur dans ce domaine, que ce soit entre les villes et les campagnes, entre les régions ou entre les différentes couches de la société. De nombreux jeunes gens, pourtant remarquables, sont privés du droit de choisir leur université, voire de bénéficier d'un enseignement supérieur, en raison de la situation de leur famille ou de leur lieu de naissance. Cette éducation, à laquelle la loi reconnaît un caractère d'utilité publique, reste en fait un objet de luxe au-dessus des moyens financiers de nombreuses familles.

Par ailleurs, les difficultés sont légion dans les domaines de la réforme du système de santé, du système de répartition des revenus, de l'état civil, du changement de régime des entreprises d'État, de l'ajustement des structures économiques. La Chine doit faire face à des tracasseries de toutes sortes suscitées par la période de transition que connaît actuellement la société et, dans le même temps, du fait de sa montée en puissance, du poids qu'elle pèse dans l'économie mondiale et compte tenu du renforcement de l'interdépendance des sociétés humaines dans le contexte de la mondialisation, il lui est demandé d'assumer les responsabilités d'un grand acteur mondial. On est passé d'une époque où elle avait peu l'occasion d'exprimer son point de vue, où celui-ci n'était pas pris en compte, à une époque où elle est considérée comme une force dont on ne peut se passer pour régler les grands problèmes de notre planète. Cette évolution du rôle joué par la Chine sur la scène internationale s'est traduite pour les Chinois par un nouveau

problème à résoudre : comment être un grand acteur mondial ? Comment se comporter en tant que dirigeant, ou même en tant que simple citoyen, d'une grande puissance ?

Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ? Telle est la question que le monde pose à la Chine et que la Chine se pose à elle-même. Or cette question est intimement liée à une autre interrogation : quel monde la Chine espère-t-elle construire ?

II. Construire un monde sans hégémonie

Le monde a besoin d'une Chine qui ne lutte pas pour l'hégémonie, qui n'établisse pas sa suprématie par la force. Si, durant les millénaires que compte son histoire, la Chine a connu, de façon constante, des conflits, des guerres et des expansions territoriales, elle a subi au cours de l'histoire moderne les agressions expansionnistes des puissances occidentales. Même si le gouvernement chinois actuel ne cesse de réaffirmer que la Chine ne vise aucune hégémonie et qu'elle souhaite établir des relations pacifiques avec les autres nations, l'émergence de cette nouvelle puissance en Asie est ressentie comme une grande menace par les pays voisins, et même par les pays développés de l'Occident, qui évaluent son émergence comme une pression importante exercée à leur encontre.

Depuis la parution de l'ouvrage de Thucydide intitulé *Histoire de la guerre du Péloponnèse*⁸, les grandes nations qui se sont succédé dans le monde occidental ont, par expérience, laissé s'ancrer en elles cette croyance selon laquelle la puissance est source de conflits. Le monde prémoderne et moderne a évolué encore plus nettement vers une histoire de la conquête hégémonique par les grandes puissances occidentales. Derrière ce phénomène se profile une *realpolitik*, qui sert de base aux relations internationales. Aussi, lorsqu'on étudie le monde actuel au regard des rapports de force, peut-on avoir l'impression que la Chine, de faible qu'elle était, est devenue forte, tandis que l'Occident, sous ses visages américain et euro-



Liu Bolin, *Hiding in the city-86 Bird's nest*, 2009 (Courtesy Yu Gallery in Paris, France)

péen, a connu une évolution inverse. Si l'on pousse le raisonnement un peu plus loin, on aboutit au point de vue suivant : le changement dans le rapport de force va inévitablement conduire à des conflits. Au cours de l'été 2009, James Steinberg, vice-secrétaire d'État américain, a proposé le concept de « *garantie stratégique* », par lequel il souligne que plusieurs aires géopolitiques, dont la Chine, devaient clarifier leurs intentions, notamment en ce qui concerne l'accroissement de leur puissance militaire. Voici, en substance, ce qu'il a affirmé : « *Il nous appartient, ainsi qu'à nos alliés, de déclarer clairement que nous sommes disposés à accueillir l'arrivée de la Chine en tant que grande puissance connaissant le succès et la prospérité, mais, en retour, la Chine doit donner l'assurance aux autres pays du monde que son développement et la montée en puissance du rôle qu'elle joue sur la scène mondiale ne se feront pas aux dépens de la sécurité et de la prospérité des autres nations. Faire avancer les négociations dans ce sens doit constituer une priorité pour les relations entre nos deux pays*⁹. » Reste que l'image de l'autre est très souvent une projection de notre propre imaginaire et non une image réelle. Au cours de l'histoire, la conquête brutale de l'hégémonie n'a apporté au monde que guerres et spoliations et non paix et coopération.

Le monde espère que l'émergence de la Chine échappera à cette logique historique de conflits et de guerres induite par la puissance. Encore faut-il que les États-Unis renoncent à leur stratégie d'encerclement et d'endiguement de la Chine mise en œuvre à travers une série d'alliances militaires avec le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et divers pays dans la mer de Chine méridionale, pays qui sont perçus comme autant de portes maritimes susceptibles de se fermer à la Chine au gré de la volonté des États-Unis. « Rien qu'en Asie-Pacifique, il existe huit bases mi-

8/ Selon Thucydide, une des causes principales de la guerre du Péloponnèse fut la montée en puissance d'Athènes, laquelle déboucha sur une hégémonie maritime, menaçant la position de Sparte.

9/ www.voanews.com/english/news/13-2009-09-24-voa57-68821807.html.

10/ Dai Xu, *Destroy China*, p. 13, Hongkong, Éditions Newpoint, 2010.

11/ Depuis la victoire de la guerre hispano-américaine de 1898, les États-Unis ont vaincu successivement l'Allemagne, le Japon et l'Union soviétique. Les nouvelles rivalités cartographiées sont le monde islamique, la Russie et la Chine. Telle est la théorie de Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, exposée d'abord dans son ouvrage *Le grand échiquier*, ensuite dans une version réactualisée du même ouvrage sous le titre *Le vrai choix*. Il s'agit d'une théorie étrangement paradoxale, basée sur l'idée que l'amélioration du monde et sa stabilité dépendent du maintien de l'hégémonie américaine. Dès lors, toute puissance concurrente est considérée comme une menace pour la stabilité mondiale.

20 De ce point de vue, la Chine est jugée comme un adversaire prioritaire à l'horizon de deux décennies, un adversaire dont il faut contrer la montée en puissance.

12/ Le discours de Barack Obama, prononcé le 4 juin 2009, à l'Université du Caire a donné un signal fort dans ce sens. Il affirme notamment : « *L'histoire humaine a souvent été une suite de nations et de tribus s'assujettissant les unes les autres pour servir leurs*

littéraires américaines gorgées de bombardiers stratégiques invisibles aux radars, de porte-avions nucléaires et de sous-marins, nucléaires également¹⁰. » Ainsi la « garantie stratégique » que la Chine doit donner peut être de ne pas viser la conquête de l'hégémonie ou l'établissement de sa suprématie par la force. En revanche, ce concept de « garantie stratégique », si on l'appliquait aux États-Unis, devrait s'accompagner d'un abandon de toute visée hégémonique et d'un changement de la politique hégémonique à l'œuvre¹¹, afin d'engager pour le monde une transition vers une ère nouvelle sans guerre ou suprématie quelconque¹². En ce sens, la montée en puissance de la Chine semble plus avantageuse pour le monde que si les États-Unis demeuraient la seule puissance mondiale. L'objectif extérieur lié à l'émergence de la Chine devrait être la fin d'un monde gouverné par l'hégémonie et le début d'un monde multipolaire, sans doute compétitif, mais non conflictuel.

III. Explorer de nouveaux modes de développement

Cette question, pour la Chine, débouche immédiatement sur deux prises de position difficiles, à savoir « que faut-il faire et que peut-on faire ? » et « comment faut-il s'y prendre et est-il possible de s'y prendre ainsi ? ». Depuis que le monde, sous la pression du capitalisme, a entamé un processus d'industrialisation et de modernisation, la Chine qui avait connu son heure de gloire au temps de sa civilisation agricole, s'est retrouvée au rang de pays « post-développé », sa pauvreté et sa faiblesse extrêmes – liées aux agressions étrangères, aux années de guerre civile, à l'instabilité politique – l'ayant empêchée de se redresser¹³. Si l'on ajoute à cela les proportions prises par sa croissance démographique, elle demeure aujourd'hui encore un pays en

intérêts propres. Or, dans cette ère nouvelle, pareilles attitudes iraient à l'encontre du but recherché. Compte tenu de notre interdépendance, tout ordre mondial qui élèverait une nation ou un groupe au-dessus des autres

voie de développement. Les pays développés d'Occident proposent à la Chine l'efficacité de leur mode de développement et le caractère éminent de leur mode de vie, mais si la Chine, confrontée à une population pléthorique et à un manque de ressources naturelles, se mettait à imiter purement et simplement ces modes de fonctionnement, cela provoquerait un épuisement rapide des ressources mondiales. Si la Chine suit les traces des pays industrialisés, elle ne pourra éviter d'en répéter les erreurs. Prenons pour exemple l'industrie automobile : existe-t-il un autre mode de développement que celui de produire, de consommer, de polluer davantage ? Les Chinois ne peuvent pas ne pas se poser la question suivante : étant donné son mode de développement actuel, la Chine peut-elle en assumer la double conséquence que sont l'épuisement des sources d'énergie et la pollution¹⁴ ?

La vraie question n'est pas de savoir si la Chine a ou n'a pas le droit de se développer selon les modalités adoptées par les pays capitalistes, mais bien de comprendre que les temps ont changé et que ce mode de développement ne peut plus ni perdurer ni être reproduit. Les conditions historiques faisaient que les pays développés, qui représentaient 20 % à peine de



Adam Cohn, *Factory* (Flickr ©)

la population mondiale, bénéficiaient de 60 % des ressources naturelles du globe, voire plus, pour mener à bien leur modernisation. Dans la situation nou-

échouerait inévitablement. Alors, quoi que nous pensions du passé, nous ne devons pas en être prisonniers. Nos problèmes doivent être résolus par le partenariat, le progrès doit être partagé. »

velle où la Chine trouve, avec une population qui atteint un milliard trois cents millions d'habitants, les Chinois se doivent d'explorer un nouveau modèle de modernisation, marqué par la baisse de la consommation d'énergie et des émissions de carbone. Ils y parviendront grâce à une meilleure utilisation à grande échelle de l'énergie et en gérant au mieux le développement durable de l'économie.

Mais est-il réaliste d'attendre de la Chine qu'elle aille au-delà de la voie du développement suivie par les pays développés, c'est-à-dire qu'elle se développe tout en respectant l'environnement et que, dans le même temps, la rapidité de ce développement soit à même de répondre à la logique des besoins intérieurs du pays et des sollicitations extérieures ? Nous savons bien que la marge de manœuvre pour une transformation structurelle de l'économie chinoise est très réduite, de même qu'elle l'est pour passer de la recherche exclusive de la croissance économique à une croissance modérée. Mais développer une économie à bas carbone, prendre le chemin de la croissance verte, sont non seulement la manifestation d'un désir fort partagé par le gouvernement et le peuple chinois, mais constituent aussi un choix historique inéluctable. Toutefois, à l'heure de la globalisation de l'économie, la question de la protection de l'environnement et des sources énergétiques ne peut être réglée par un seul pays dans son coin. Elle demande qu'on brise les frontières des nations et qu'on y réfléchisse dans un cadre plus vaste.

Outre les limites imposées par les structures industrielles et énergétiques, le développement d'une économie à bas carbone par la Chine est conditionné par la dépendance du marché international à des produits hautement polluants fournis par le pays, comme le coke. Depuis 1991, la Chine est le premier producteur et exportateur mondial de coke : le pays fournit 45 % de la production mondiale, tandis que le volume de ses exportations représente 60 % du volume du commerce mondial du coke. Le volume de la production chinoise de coke pour l'année 2008 a atteint plus de 320 millions de tonnes. Or, en raison de la particularité de l'industrie du coke, même en prenant des mesures draconiennes de protection de l'environnement lors du processus de production, on ne peut éviter d'induire une pollution importante. Le coût pour l'environnement est inévitablement énorme¹⁵.

De nombreux pays occidentaux, comme les États-Unis et les pays de l'Union européenne, n'ont cessé de réduire leur production de coke (quand ils ne sont pas

allés jusqu'à l'arrêter totalement) et importent ce matériau de Chine, de Russie et d'Ukraine, aidés en cela par des subventions de leurs gouvernements. Ainsi, au cours de ces dernières années, sous la pression de la politique de protection de l'environnement, l'Union européenne a-t-elle fermé des usines de production de coke, tandis que pour les quatre entreprises sidérurgiques de l'Union européenne classées au « Top 10 » des grandes aciéries mondiales, un tiers du volume annuel du coke consommé est importé de Chine. Les données des douanes chinoises en 2008 montrent que le volume total du coke importé de Chine par le Brésil, le Japon, l'Inde, les États-Unis et l'Union européenne dépasse les 70 % du volume total des exportations de coke de la Chine. Tout changement dans la politique chinoise d'exportation du coke risque donc d'entraîner une instabilité des marchés internationaux.

En 2004, la Chine avait prévu de diminuer les exportations de coke à 9 millions de tonnes, ce qui avait provoqué l'augmentation du prix du marché de ce produit. L'Union européenne et les États-Unis avaient alors vivement manifesté leur mécontentement. Le 23 juin 2009, ces mêmes pays ont déposé une plainte contre la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour avoir limité ses exportations de coke et autres matières premières industrielles, en considérant que la Chine devait augmenter le contingent de neuf de ses produits à l'exportation, dont le coke, ou bien réduire ses taxes douanières. Pourtant, si la Chine souhaite atteindre son objectif de réduction des émissions de CO₂ à l'horizon de 2050, il lui faut dès à présent réduire entre autres son volume de production de coke. Elle se retrouve donc prise entre deux feux, puisqu'elle doit tenir compte en même temps des besoins intérieurs et extérieurs du marché.

L'exemple du coke montre bien qu'une assez grande part des émissions de carbone de la Chine est liée aux exportations et que ces rejets sont indissociables de la consommation énergétique. Chaque tonne de charbon brûlée produit 4,12 tonnes de gaz carbonique, soit respectivement 30 % et 70 % de plus que le pétrole et le gaz naturel. Comme le reconnaît Martin Jacques, un écrivain britannique qui s'est intéressé longtemps aux problèmes de l'Asie, « 40 % de l'énergie chinoise sert à fabriquer des produits d'exportation pour les marchés occidentaux¹⁶ ».

Mais la voie vers une économie à bas carbone est un passage obligé pour la Chine. En ce qui concerne les

15/ Le coke provient de la fusion à haute température de charbon de la meilleure qualité. C'est une matière première très importante pour la sidérurgie et pour d'autres branches de l'industrie. Toutefois, au cours de la combustion, une quantité importante de poussières, de gaz carbonique et de gaz toxiques est rejetée dans l'atmosphère. Les huiles brûlées et les eaux usées rejetées contiennent également une grande part de matières toxiques qui, lorsqu'elles s'infiltrent dans le sous-sol, polluent pour longtemps les nappes phréatiques. De plus, pour produire une tonne de coke, on produit environ 400 m³ de gaz de houille. La province du Shanxi est la région la plus importante de Chine pour la production de coke, elle est aussi la région la plus polluée. L'Australie, pays riche en minerais et en charbon, n'a pas développé sur son sol les secteurs de l'acier et du coke.

16/ Martin Jacques, *Dang zhongguo tongzhi shijie*, p. 214, Taipei, Lianjing chubanshe, 2010

13/ En 1840, le PIB de la Chine représentait environ 30 % du PIB mondial, sa richesse a fortement excité la convoitise de l'Occident et du Japon. Après cent ans de guerres et de pillages, la Chine était devenue, en 1940, l'un des pays les plus pauvres de la planète.

14/ Si, par exemple, la Chine voulait s'aligner sur les États-Unis sur le plan de la possession de voitures individuelles, elle devrait disposer d'un parc de 1,1 milliard de voitures. Or le parc mondial actuel n'est que de 800 millions de véhicules.

économies d'énergie et la diminution des émissions de carbone, le gouvernement chinois est résolu à faire porter ses efforts sur les plans structurel et technique. Il s'est fixé comme objectif pour 2020 la réduction des émissions de carbone par unité du PIB de 40 % à 45 % par rapport au niveau de 2005. En mai 2010, l'administration a montré l'exemple en lançant une opération ciblant les mille entreprises d'État dans le domaine des transports routiers, fluviaux et maritimes : il leur est demandé de faire tous les efforts possibles pour réduire de 2 490 000 tonnes leurs émissions de carbone.

IV. Développer les énergies renouvelables

La Chine arrive juste derrière les États-Unis en tant que pays consommateur d'énergie. La configuration énergétique du pays est caractérisée par « une richesse en charbon, une pauvreté en gaz et une pénurie en pétrole ». Les volumes de production et de consommation de charbon représentent plus de 40 % de la production et de la consommation mondiales. En 2009, la production chinoise de charbon brut approchait les trois milliards de tonnes, ce qui représentait plus de 70 % de l'énergie non recyclable du pays. Au cours de la même année, la Chine a importé plus de cent millions de tonnes de charbon. Depuis 1985, ses besoins en pétrole augmentent de 6 % par an. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (en anglais, IEA), les besoins en pétrole de la Chine pour 2010 devraient se situer entre trois et trois millions et demi de barils. Or le volume de sa production de pétrole brut atteint tout juste deux millions de barils. La dépendance de la Chine vis-à-vis des importations de pétrole devrait donc approcher 40 %. Aussi son objectif stratégique en matière de sécurité énergétique est-il de faire passer de 5 % (actuellement) à 20 % la proportion des énergies renouvelables, afin de réduire sa dépendance au charbon et au pétrole.

Pour réaliser cet objectif, le pays a investi en 2009 la somme considérable de 34,6 milliards de dollars américains pour financer les énergies propres, dépassant dans ce domaine les États-Unis (18,6 milliards) et la Grande-Bretagne (11,2 milliards). La Chine se situe désormais au premier rang mondial. Si, en 1999, la production chinoise de panneaux solaires ne représentait que 1 % du volume mondial, en 2008, elle était déjà passée à 32 %, tout en ayant exporté pour 15,1 milliards de dollars de panneaux solaires, ce qui plaçait là aussi la Chine au premier rang mondial. Par ailleurs, les deux géants chinois de l'automobile, encouragés par le gouvernement, étudient la mise en service d'une voiture hybride fonctionnant à l'essence et à l'électricité, avec pour ambition de devenir les usines les plus importantes au monde dans la production de voitures hybrides.

La Chine, de fait, avance déjà sur le chemin de la recherche d'énergies de remplacement. Ainsi le parc éolien s'est-il développé au cours des cinq dernières années à une vitesse dépassant les 100 % annuels. La compagnie d'électricité China Guodian Corporation, l'un des cinq fournisseurs d'électricité les plus importants de Chine, place presque 40 % de ses investissements annuels dans le développement de l'énergie éolienne. En 2010 la Chine devient le 2^e producteur d'énergies éoliennes après les États-Unis. En ce qui concerne l'électricité marémotrice, elle occupe le troisième rang mondial et le premier rang en Asie. Selon des calculs prévisionnels, les énergies nouvelles et les énergies recyclables devraient représenter en 2015 30 % du total des installations et ce chiffre devrait passer à 40 % en 2020.

Comparées aux entreprises d'État, les entreprises privées ne sont pas en reste si l'on en juge par la présentation de Madame Wang Ying, vice-présidente du ENN Group Co. Ltd lors du séminaire du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale de Beijing. En tant qu'entreprise privée travaillant à la production et à l'application des énergies propres, le groupe concentre son activité sur trois domaines : il a tout d'abord mis en place à Langfang (Hebei), dans la Silicon Valley aux États-Unis et en Europe, trois bases de recherche et de développement pour industrialiser les résultats techniques obtenus et proposer des services dans toutes sortes d'applications, séparément ou conjointement, comme le charbon propre (techniques de gazéification du charbon en sous-sol et par catalyse à basse température) et l'énergie solaire (architecture solaire, centrales photovoltaïques et centrales de recharge voltaïque). Le groupe a également étendu le programme pour un règlement global des économies d'énergie et des diminutions des émissions. Enfin, il s'emploie à importer en Chine les techniques avancées de protection de l'environnement utilisées à l'étranger et celles relatives aux basses émissions de carbone, ainsi qu'à assurer la promotion dans le monde des produits élaborés par la Chine dans ces domaines. Le groupe s'est fixé pour missions « la création d'énergies propres et l'amélioration de l'environnement de vie ». À l'avenir, il va également développer ses activités relatives aux applications conjointes du photovoltaïque solaire, du chauffage solaire et de la photochimie.

À ce jour, aucun des pays développés ou des pays en cours de développement n'a encore trouvé d'énergie propre capable d'occuper une place prépondérante. L'éolien, l'hydroélectricité, l'énergie marémotrice..., aucune de ces énergies n'est en mesure de supplanter le charbon et le pétrole. Et pour ce qui est de l'énergie nucléaire, les controverses vont bon train pour savoir s'il s'agit d'une énergie propre ou non, et quels en sont, à long terme, les impacts positifs et négatifs. Les pays qui se sont développés les premiers à cet égard



Liu Bolin, *Hiding in the city-95 Pile of Coal*, 2010 (Courtesy Yu Gallery, Paris, France)

ont déjà interprété certains signes avant-coureurs et transféré dans les pays « post-développés » les industries à grosses cheminées polluantes. Voilà pourquoi les pays qui se sont récemment développés ont un besoin encore plus urgent que les pays développés de trouver des énergies propres aptes à soutenir leur croissance. Les pays développés ont, quant à eux, le devoir de fournir à ces pays en voie de développement que sont l'Inde, la Chine et bien d'autres, des techniques de protection de l'environnement et de réduction des émissions de carbone.

Dans le domaine des énergies nouvelles, la Chine est en train de renforcer sa coopération avec les États-Unis et l'Europe. Le 15 juillet 2009, les gouvernements chinois et américain ont annoncé la mise en place d'un Centre de recherche conjoint sino-américain des énergies propres. Les deux pays y ont investi au total 15 millions de dollars comme fonds de lancement, cette première contribution devant servir en priorité à financer un programme d'étude sur l'habitat basse consommation, le charbon propre et les

voitures à énergie propre. Le 30 avril 2010, Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a participé à la cérémonie d'inauguration du Centre sino-européen des énergies propres, qui a eu lieu à l'université Tsinghua¹⁷. L'Union européenne a octroyé dix millions d'euros pour financer le développement conjoint de recherches et d'échanges dans le domaine des techniques d'épuration du charbon, des énergies renouvelables et des nouvelles énergies, ainsi que la coopération en matière de consultation politique, de construction de la capacité énergétique, d'information et de sensibilisation à tous ces problèmes.

V. L'expérience chinoise et les enseignements qu'on peut en tirer

Au lendemain de la défaite des deux guerres de l'Opium (1840-1860), quelques hauts dignitaires de la dynastie des Qing, comme Zeng Guofan, Zuo Zongtang, Zhang

17/ Ce centre est constitué d'une dizaine de partenaires européens et chinois fédérés par l'université polytechnique de Turin. Trois organismes chinois y participent : l'Institut de recherche économique et industrielle de l'Académie chinoise des sciences sociales, l'Institut de recherche sur l'énergie de la Commission nationale du développement et de la réforme de la RPC et l'université Tsinghua.

Zhidong et Li Hongzhang, ont lancé un mouvement dit de l'*auto-renforcement*, inspiré de la suprématie technique et militaire européenne. Il s'agissait, la culture chinoise étant considérée comme substantielle et la culture occidentale comme additionnelle, d'acquiescer le savoir-faire occidental dans les domaines de la politique militaro-industrielle, de la défense et de la diplomatie, en vue de la reconstitution de la puissance chinoise, perdue face aux canonniers et aux armes des puissances occidentales modernes.

de socialisme¹⁸. C'est précisément ce modèle hybride qui a fait la réussite sans précédent de l'entreprise de modernisation chinoise.

Durant les trente dernières années, la Chine a réussi, en matière économique, à définir une stratégie de développement à long terme. On pourrait la résumer ainsi : « *Mettre au centre de toute chose l'édification économique ; construire une société de petite aisance* » (selon l'expression de Deng Xiaoping). Pour mobiliser la population tout entière sur cet objectif, le gouver-

18/ Des quatre principes fondamentaux proposés par Deng Xiaoping et inscrits dans la Constitution, il ne reste dans la réalité que le maintien de la direction du parti, les trois autres principes sont purement nominaux, à savoir le maintien de la voie socialiste, le maintien de la dictature démocratique populaire, le maintien du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong.

Mais la guerre sino-japonaise de 1894-1895 a conduit le mouvement de l'*auto-renforcement* à une défaite cuisante. À la logique de la constitution d'une armada de guerre se substitue une vision plus institutionnelle. C'est alors que Kang Youwei, chef de file du réformisme, et ses disciples se proposent de mettre en œuvre ce qui va devenir la réforme de 1898, visant, à l'instar de la restauration Meiji au Japon, à transformer à terme la dynastie mandchoue en une monarchie constitutionnelle. Mais cette tentative avorte au bout de cent jours en raison d'un coup d'État perpétré à l'instigation de l'impératrice douairière Cixi contre l'empereur Guangxu, partisan de la réforme. Cela n'empêche toutefois pas la mise en œuvre, durant les dix années suivantes, des politiques nouvelles inspirées du projet de réforme de 1898.



Man cultivating rice © Peter Beck/Corbis

19/ Avec ce système, les terres sont distribuées à une famille de paysans en fonction du nombre de ses

24 membres ou de celui de ses travailleurs.

Le ménage doit payer les taxes à l'État, s'acquitter de son quota d'approvisionnement et dispose du surplus.

Désormais, si les paysans ne sont pas à proprement parler propriétaires de la terre, ils sont libres de choisir et de vendre leurs cultures. Ce système permet aux paysans d'être rémunérés pour leur production dans un contexte d'économie fortement autarcique.

De 1842, date du début du mouvement de l'*auto-renforcement*, jusqu'aux dix années de nouvelles politiques qui ont suivi l'avortement de la réforme de 1898, les tentatives de modernisation de la défense chinoise n'ont cependant pas abouti. Lors de l'établissement de la République populaire de Chine en 1949, le mouvement libéral de modernisation initié par la révolution républicaine de 1911 – qui avait mis fin au régime impérial –, s'est également soldé par un échec. De 1949 à 1978, la mise en pratique de la modernisation communiste guidée par la pensée de Mao Zedong, bien que désireuse de doter le pays, à peine sorti d'une guerre civile, d'une base industrielle solide, a finalement conduit l'économie chinoise au bord de la faillite, avec une dégradation des conditions de vie et un pays de tous côtés en proie à la crise. On peut qualifier le processus de modernisation instauré en 1978, avec la politique d'ouverture et de réforme, de socialisme à caractère capitaliste, mais aussi de capitalisme teinté

nement chinois a lancé le slogan « *La stabilité avant tout* », convaincu que la condition préalable à tout développement est la stabilité et non la démocratie (même si certains affirment le contraire) et que les bons résultats accumulés au cours des réformes progressives peuvent rendre irréversibles les progrès sociaux si l'on se donne du temps. Le fait que le gouvernement chinois n'a pas opté pour le multipartisme s'explique en partie par le souci d'éviter que le pouvoir politique ne se retrouve dans une situation d'instabilité susceptible de compromettre l'application de la stratégie de développement à long terme.

Au cours des trente dernières années, la logique fondamentale et l'enjeu principal des réformes en Chine ont été d'organiser les relations entre l'État et les paysans. C'est une question qui, de tout temps, a constitué en Chine un des points centraux du mode de gouvernance. Sa mise en œuvre a progressivement octroyé aux paysans le droit d'exploitation de la terre, le droit de vente des produits agricoles, l'autonomie, le droit d'exercer un autre métier et d'obtenir des aides finan-

cières de l'État. L'ajustement le plus important a été la réforme agraire avec, comme noyau, le principe du « foyer à production garantie » (« système de responsabilité du ménage¹⁹ »). La réforme agraire est en fait une initiative des agriculteurs issue de la contestation paysanne²⁰. Elle a largement libéré la créativité et la force de production du monde paysan et activé, sur le plan institutionnel, la production agricole et la transformation de l'économie rurale.

La modernisation de la Chine est encore en cours de réalisation. Nous pouvons résumer en quatre points l'expérience chinoise : premièrement, l'accent a toujours été mis sur la nécessité de se baser sur la conjoncture nationale pour arrêter les objectifs et les politiques à long terme de la réforme ; deuxièmement, le choix retenu a toujours été celui de la réforme graduelle, soit creuser dans le sens du fil conducteur de la réforme ; troisièmement, le mode de règlement des problèmes, purement administratif dans le passé, est devenu plus global, prenant en compte le mode de régulation du marché et de la législation ; quatrièmement, si au cours du processus de réforme et d'ouverture, certains pouvoirs ont été peu à peu délégués à la société, le pouvoir central et les autorités locales n'en continuent pas moins de jouer un rôle extrêmement important et cela reste vrai même après que l'économie planifiée a transité vers une économie de marché. Durant cette période de transformation économique, le modèle chinois s'est-il avéré plus adapté à la réalité des pays en voie de développement que ne pouvait l'être celui souvent imposé par les pays anglo-américains ? La question retient l'attention de la communauté internationale et suscite bien des débats contradictoires.

Bien que la politique de réforme appliquée en Chine au cours des trente dernières années ait connu un succès qui attire tous les regards, il n'est un secret pour personne que tandis que l'économie prospère, que le pays monte en puissance, les contradictions restent légion au sein de la société. Avec ce mode de pensée figé de « la stabilité avant tout », les mécanismes d'équilibrage des pouvoirs, d'expression des intérêts et de lutte contre la corruption ne peuvent être au point. La liberté d'opinion et de publication, la liberté des médias, continuent d'être contrôlées et de subir des ingérences. L'échiquier des intérêts en cause est paralysé : les conflits d'intérêts au sein de la société sont politisés, les facteurs d'instabilité sont montés en épingle ou brassés ensemble ; l'équité et le droit ne peuvent progresser au sein de la société, si bien que les incidents à caractère collectif ou les explosions de colère débouchant sur des actes individuels de violence redoublent de fréquence. Mais surtout l'exercice du pouvoir administratif et politique est opaque (tout se trame dans l'ombre), ce qui introduit un facteur

de variabilité non négligeable dans le développement futur du pays. Le règlement de toutes ces questions demeure dans l'attente d'une réforme du système politique.

VI. Explorer un modèle de démocratie à la chinoise

La notion de démocratie a deux acceptions courantes, l'une restreinte, l'autre large. La première désigne les élections ouvertes et libres, qui prévoient une concurrence équitable entre les candidats. Au sens large, il faut entendre par démocratie « l'exercice de la raison publique » (John Rawls). Cette vision implique principalement la possibilité pour les citoyens de participer au débat politique et d'être en mesure d'influencer les décisions relatives aux affaires publiques. Selon Amartya Sen, si l'on considère la démocratie en termes de débat public, elle n'est pas une conception exclusivement occidentale, mais un héritage global de l'humanité, car de nombreuses sociétés anciennes avaient cette tradition de débat public sur les problèmes politiques, religieux, sociaux et culturels. Amartya Sen, dans son article intitulé « Les racines globales de la démocratie²¹ » cite par exemple l'Inde, la Chine, le Japon, l'Iran, l'Égypte des temps anciens, le monde musulman, ainsi que de nombreux pays d'Afrique, ce qui montre bien que l'histoire globale de la démocratie va, de fait, bien au-delà des frontières de l'Europe et des États-Unis. Si Amartya Sen s'oppose à certains Occidentaux qui s'approprient la démocratie comme leur bien propre, il n'accepte pas pour autant les vues de ressortissants de pays autres qui dressent la démocratie contre la culture de leur propre pays. Dans les deux cas, on est en présence d'une tendance à réduire la démocratie au droit de vote (même si celui-ci est fondamental) et à négliger la perspective plus large du débat public qui permet d'observer plus en détail la longue histoire de la réflexion sur la démocratie et sa mise en pratique par les sociétés humaines.

Avant de débattre de cette question de la démocratie en Chine, un point important doit être clarifié : la démocratisation n'est synonyme ni d'europanisation ni d'américanisation. Les polémiques sur la démocratie qui ont cours en Chine, par exemple, relèvent moins d'un conflit entre la culture chinoise et la culture occidentale que d'une contradiction propre à la société chinoise. De même que toutes les cultures, ou presque, sont caractérisées par l'hétérogénéité des valeurs qu'elles engendrent, toutes les sociétés sont un lieu de confrontation entre des aspirations et des visions différentes (l'un des meilleurs exemples en est l'émulation entre les nombreuses écoles philosophi-

20/ Au printemps de 1978, dans le village de Xiaogang dans le district de Fengyang (province de l'Anhui), dix-huit paysans ont osé braver le risque d'être « emprisonnés et décapités ». Ils se sont réunis en secret et ont apposé leur empreinte digitale sur un texte scellant un accord conclu entre eux. Or, dans une *Décision du comité central du Parti communiste chinois sur les questions afférentes à l'accélération du développement de l'agriculture (ébauche)*, adoptée en décembre 1978 lors du troisième plénum du XI^e congrès du Parti communiste chinois, il est toujours stipulé : « Il est interdit de partager les terres et de travailler à son compte, le système de "foyer à production garantie" est interdit. » Le système de « responsabilité du ménage » ne s'est généralisé dans les campagnes qu'après 1980, et notamment entre 1982 et 1983.

21/ Amartya Sen, « Democracy and its Global Roots », *The New Republic*, octobre 2003.

22/ Cf. Huang Jilu, *Étude sur les documents historiques et la méthode historique de Sun Yat-sen* (Yanjiu zhongshan xiansheng de shiliao yu shixue), p. 557, Taïpei, Centre de recherche sur les documents historiques de la République de Chine (Zhonghua minguo shiliao yanjiu zhongxin), 1975.

23/ Pierre Rosanvallon, « L'universalisme démocratique : histoire et problèmes », p. 118, *Esprit*, janvier 2008.

24/ *Ibid.*, p. 117.

25. John Naisbitt et Doris Naisbitt, *China's Megatrends – The 8 Pillars of a New Society*, New York, HarperCollins Publishers, 2010.

26/ Voir Tianjian Shi, « China: Democratic Values Supporting an Authoritarian System », *How East Asians View Democracy*, p. 217, New York, Columbia University Press, 2008.

27/ *Ibid.*, p. 219.

28/ Voir le texte présenté en introduction du présent Cahier.

29/ Voir Julien Benda, *La grande épreuve des démocraties*, p. 50, New York, Éditions de la Maison française, 1942.

ques existant en Chine avant la dynastie des Qin). Dans les sociétés occidentales, il y a également eu des résistances à l'extension de la démocratie qui, dans les pays du continent européen, a été plus tardive que dans les pays anglo-américains. Et aujourd'hui encore, des voix s'élèvent contre l'idée de la démocratie.

En Chine, en revanche, en dépit d'une histoire qui a connu un pouvoir impérial autocratique plus de deux fois millénaire, on peut trouver dans la pensée politique des prémices de démocratie. Mencius, philosophe chinois ayant vécu au III^e siècle avant notre ère, affirme notamment ceci : « *Le peuple constitue le fondement de l'État* », « *Le peuple peut porter le bateau, mais aussi le faire chavirer* » ou encore « *Le peuple est le plus précieux, l'État l'est moins, le prince souverain l'est encore moins* ». Nous nous sentons autorisés à faire un rapprochement entre l'idée de la primauté du peuple de Mencius et celle de la souveraineté du peuple de Rousseau. Ces deux systèmes de pensée affirment que le gouvernement est le représentant de la volonté générale du peuple, qu'il ne peut aller contre ses aspirations et qu'il faut exercer le pouvoir par le consentement et non par la coercition. Comme l'a reconnu clairement Sun Yat-sen, les « trois principes du peuple » qu'il a mis en avant (nationalisme, droit du peuple, socialisme) trouvent leur source dans Mencius²². On le voit, la Chine ne manque pas de ressources dans sa pensée traditionnelle pour reconstruire une culture politique compatible avec l'idée démocratique.

Force est de constater aujourd'hui que beaucoup d'Occidentaux n'entendent rien à la façon dont la Chine appréhende et traite les problèmes politiques. Si l'on prend pour modèle le système démocratique institué en Occident pendant plus de deux siècles (pluripartisme, suffrage universel, séparation des trois pouvoirs, démocratie représentative), la Chine ne satisfait évidemment pas aux normes d'une telle démocratie. Pour elle, le système de démocratie parlementaire est une référence et non un modèle que l'on peut reproduire à l'identique. Mais si l'on considère la démocratie comme un long processus historique et une expérience humaine (la démocratie en Occident est aussi l'acquis fragile d'une longue lutte contre le pouvoir absolu), alors on peut dire que la Chine en est juste à la première étape de la démocratisation sociale. Et cet échafaudage institutionnel n'avance pas selon le plan occidental. Comme l'affirme le sociologue français Pierre Rosanvallon, « *pour bien penser la démocratie, il faut donc abandonner l'idée de modèle au profit de celle d'expérience*²³ ». Selon lui, l'idée de la démocratie comme modèle relève d'« *un universalisme de clôture* » qui a rendu « *à la fois l'Occident aveugle à sa propre histoire et arrogant dans son rapport au monde*²⁴ ». La démocratie comme modèle affirme l'unicité de la question, mais ne prend pas en compte l'aspect différentiel des pratiques. Elle abstrait les valeurs dé-

mocratiques des expériences démocratiques propres à l'Occident en négligeant « *le travail d'exploration et d'expérimentation* » à l'œuvre dans le processus historique de la démocratie. La démocratie conçue comme une expérience reconnaît à chaque société le droit d'explorer la voie de la démocratie et l'autonomie pour le faire, l'encourage à chercher une forme de démocratie adaptée à sa propre tradition culturelle, à sa réalité politique et au stade de son histoire, car on ne peut placer ses espoirs dans un seul modèle de démocratie pour résoudre les problèmes de toutes les sociétés.

La démocratie est une question commune à laquelle sont confrontées les sociétés humaines. En ce qui concerne les réponses à apporter, l'expérience des sociétés peut être identique ou différente. Dans les pays occidentaux, le régime républicain et la monarchie constitutionnelle sont deux systèmes démocratiques qui ont été élaborés dans des contextes historiques différents. De la même manière, les pays qui ont mis en œuvre un système républicain ont opté, en raison de conjonctures différentes, soit pour le régime présidentiel soit pour le régime parlementaire.

La Chine a le droit, et c'est aussi une nécessité pour elle, d'explorer un modèle de démocratie adapté à sa propre conjoncture, selon les modes et les rythmes qui lui semblent appropriés et selon le contexte culturel bien particulier qui est le sien. John et Doris Naisbitt, dans leur ouvrage *China's Megatrends – The 8 Pillars of a New Society*²⁵, emploient l'expression « *démocratie verticale* » pour qualifier le modèle chinois, dans lequel le Parti communiste détient le pouvoir, la population participe du bas vers le haut à la politique et aux délibérations, tandis que le gouvernement élève le niveau de transparence de ses décisions et de leur mise en application. Est-ce vraiment un modèle de démocratie ? On peut légitimement en douter. En réalité, même si plusieurs enquêtes d'opinion réalisées depuis 2002 montrent que, dans leur majorité, les Chinois interrogés se reconnaissent dans les valeurs démocratiques, il n'en reste pas moins qu'il n'existe pas de consensus à propos d'un quelconque agencement institutionnel en mesure de mettre en œuvre un dispositif de démocratie à l'échelle d'un milliard trois cents millions d'habitants.

Ainsi une majorité absolue des personnes sondées (84 %) est-elle favorable à l'élection des dirigeants du pays, tandis qu'une majorité relative (61,9 %) est défavorable à une compétition multipartite. Que peut-on en déduire si ce n'est que ce qui fait l'objet d'un rejet en Chine, ce n'est pas l'idée de la démocratie en tant que telle, mais celle de la démocratie en tant que modèle, c'est-à-dire en l'occurrence le multipartisme ?

Selon la même enquête, 38,9 % des personnes sondées pensent que le régime chinois est « *un peu démocratique* » depuis le milieu des années 1990 (par rapport à celui des années 1970). Et 44,5 % des personnes interrogées sont de cet avis en ce qui concerne le régime actuel²⁷. On voit bien que les opinions favorables sont en progression, sans que la majorité des Chinois sondés qualifie pour autant le régime actuel de démocratie. D'autres enquêtes montrent que les revendications d'ordre économique sont bien plus fortes que les revendications démocratiques²⁸. Il est certain qu'entre le développement économique et la démocratisation politique, la priorité est donnée au premier et que les valeurs démocratiques ne sont pas perçues par la plupart des Chinois interrogés comme souveraines, « *indépendantes de toute condition de temps et de lieu* », selon les termes de Julien Benda²⁹. En fait, dans l'histoire, les nations occidentales sont également passées par les phases de l'industrialisation et de l'essor économique avant de mettre en place le suffrage universel. Les gens semblent oublier que la démocratisation ne se fait pas en un jour³⁰.

VII. La Chine sur l'échiquier de la nouvelle gouvernance mondiale

La gouvernance mondiale est un défi à long terme auquel les sociétés humaines devront faire face au XXI^e siècle. Si on compare l'étape actuelle à la construction d'un nouveau bâtiment, nous en sommes à la recherche des fondations. Dans le processus de mise en place d'une nouvelle gouvernance mondiale, de quelle Chine le monde a-t-il besoin ? En retour, de quel monde la Chine a-t-elle besoin ? Ce sont en réalité les deux volets d'une même question. On ne peut en effet résoudre ces interrogations de manière unilatérale. L'orientation que prendra la Chine sera le résultat de l'interaction des composantes endogènes et exogènes et de leur influence réciproque. De la même manière, l'orientation que prendra le monde sera aussi le résultat des interférences de toutes sortes de composantes sur le plan international. Cette résultante de forces, eu égard à l'attente de chacun, ne sera peut-être pas totalement homogène, pas plus qu'elle ne sera totalement contrastée. La question de savoir de quelle Chine le monde a besoin est étroitement liée au fait que ce pays présente des spécificités. Deux points au moins s'imposent avec évidence : sa longue civilisation et sa nombreuse population (tout comme pour l'Inde). Ces deux caractéristiques influencent et déterminent ce que le monde attend de la Chine. Grâce à sa civilisation plusieurs fois millénaire, la Chine pourra très certainement offrir au monde l'expression d'une diversité. Par ailleurs, parce que sa population est extrêmement importante en nombre, il est de la

plus haute importance pour la paix dans le monde que la stabilité du pays soit préservée dans le respect de la dignité humaine et de la justice sociale.



Adam Cohn, Chinese University, 2007 (Flickr ©)

L'émergence de blocs économiques en pleine expansion – la Chine en tête – va certainement constituer un défi sur l'échiquier mondial. Le premier défi est celui qui concerne le système international fondé sur les États-nations, qui s'est constitué depuis les traités de Westphalie. Lors des débats sur l'énergie, le climat et sur d'autres questions à l'échelle planétaire, nous avons pu constater que la notion d'État-nation constituait un frein à l'architecture d'une nouvelle gouvernance mondiale. Les quatre pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) appartiennent à trois continents différents. Chacun présente, en outre, les caractéristiques d'un grand continent. Ils rassemblent 42,9 % de la population mondiale et représentent 15,5 % du produit intérieur brut de la planète. Au cours des huit dernières années, 50 % de la croissance de l'économie mondiale sont venus de ces quatre pays. Par ailleurs, l'Europe s'est acheminée vers une « société des nations³¹ », dont elle montre un nouveau visage avec la création d'un Fonds monétaire européen annoncée le 11 mai 2010 pour assurer la stabilité financière dans un espace autre que celui des États-nations. Les pays d'Amérique du Sud, après cinq siècles d'une domination colonialiste suivie de régimes dictatoriaux, sont en train de se réapproprier leurs ressources et leur destin à l'horizon d'« *un autre monde possible* ». De retour sur la scène internationale, une nouvelle Afrique relève la tête après « *la décennie du chaos* », même si l'ampleur des défis à relever reste immense. Tous ces facteurs finiront par modifier la carte géopolitique mondiale axée sur le système westphalien.

Qui plus est, avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde (entre autres), l'écart traditionnel entre

30/ Globalement, le XVIII^e siècle est celui de la conquête des droits civiques, le XIX^e siècle celui de la conquête des droits politiques, le XX^e siècle, celui de l'acquisition des droits sociaux, un chevauchement existant entre les deux premiers et les deux derniers.

27
Ainsi, par exemple, dans la plupart des pays, le droit de vote des femmes n'est acquis qu'à partir du début du XX^e siècle. En France, le droit de vote est accordé aux femmes le 21 avril 1944, mais c'est en 1945 que les Françaises votent pour la première fois.

31/ Il faut entendre par ce terme non une Europe fédérale, mais « une convergence des nations européennes maintenues ».



Weng Fen, *Sitting on the wall – Guangzhou (3)*, 2004 ((Courtesy Yu Gallery, Paris, France)

les pays développés et les pays en voie de développement deviendra flou et le jeu sera redistribué. Dans les deux ou trois décennies à venir, il se pourrait que le PIB de ces derniers les place dans le peloton de tête, les hissant au même rang que les pays développés. Dans le même temps, comme le revenu par habitant sera inférieur à celui des pays développés, ces États garderont leurs caractéristiques de pays en voie de développement. Cette situation ambivalente risque d'engendrer des intérêts multiples pour ces deux pays, intérêts qui pourraient les conduire à adopter des orientations différentes dans l'économie mondiale et sur l'échiquier politique. La Chine, qui dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, devrait saisir cette occasion pour sortir d'une logique qui préserve l'ordre établi et les intérêts à court terme, pour prendre de la hauteur et explorer avec les autres pays les voies pouvant conduire à des réformes de la gouvernance mondiale.

Sur le plan culturel, l'émergence de la Chine doit être l'occasion de manifester une véritable grandeur d'âme en acceptant et en prenant en considération la diversité et le pluralisme de ce monde, en suivant le vieil adage de Confucius qui conseille d'être en communion avec l'autre sans s'identifier à lui ou le proverbe « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas que l'on vous fasse ». À la croisée des chemins de son destin, la Chine doit adopter une attitude d'humilité et elle ne vise en aucune façon l'hégémonie culturelle. Comme le prouve le cours de l'histoire, si

la conscience de la valeur de son pays et de sa culture est un soutien spirituel indispensable pour un peuple, le sentiment de sa supériorité mène inévitablement vers l'hégémonisme.

Comment la Chine émergente va-t-elle réagir face à la différence, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur ? Il s'agit là d'une nouvelle épreuve pour la culture chinoise. Si la nation chinoise, comme toutes les nations, se doit de promouvoir un patriotisme fait de l'amour de la patrie et du peuple, elle doit prendre garde au nationalisme et au racisme, qui ne sont que mépris pour l'autre et font de l'autre un ennemi.

Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ? La réponse à cette question revient, en dernière analyse, à la jeunesse chinoise. Si celle-ci parvient à bien gérer les liens existant entre le développement économique et les questions de l'environnement, de l'énergie, de l'équité, de la démocratie, tout en tenant compte de la responsabilité que la Chine doit assumer dans le monde et des changements positifs qu'elle peut y apporter dans le contexte de la mondialisation, le monde peut espérer qu'elle rende une excellente copie. Mais de quoi la jeunesse chinoise a-t-elle besoin pour être à la hauteur de l'attente de la Chine et du monde ? D'une pensée libérée. Avec une pensée libérée, la jeunesse peut tout créer. C'est pourquoi elle a besoin d'une Chine qui crée pour elle les conditions de la liberté de pensée.